

## LETTRE OUVERTE

### **Livre blanc sur la jeunesse - du principe à l'action pour une plus grande place des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs**

Le livre blanc sur la jeunesse dévoilé cette semaine par la première ministre Pauline Marois et son adjoint parlementaire aux dossiers jeunesse M. Léo Bureau-Blouin promet entre autres de “sensibiliser particulièrement les sociétés d’État au recrutement des jeunes administrateurs”. Malgré la reconnaissance de l’importance de l’enjeu, l’intention semble se limiter aux sociétés d’État et à une démarche de sensibilisation, ce qui nous laisse un peu sur notre faim...

#### **De la sensibilisation à l'action**

Nous croyons qu’il est urgent de s’atteler à la tâche : si on se fie aux projections statistiques, en 2030, la tranche d’âge des 65 ans et plus n’aura jamais été aussi populeuse et celle des 35 ans et moins sera quant à elle plutôt stable. Il y a tout lieu de croire que si des mesures ne sont pas prises immédiatement, cette diminution du poids démographique des jeunes s’accompagnera de la poursuite de la chute de leur poids politique, ouvrant la porte à de difficiles lendemains pour un dialogue intergénérationnel nécessaire.

#### **Une trop faible place pour la relève**

Nous constatons aujourd’hui que les jeunes occupent une place encore trop faible dans les principales instances publiques. Une étude menée depuis 2007 par le Conseil du statut de la femme et la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec nous informe que la présence des jeunes y est stagnante, voire déclinante. À titre d’exemple, la proportion de jeunes de moins de 35 ans a chuté de moitié dans les CA des universités québécoises, passant de 18% à 9%. Du côté de la fonction publique, la proportion de cadres ayant moins de 35 ans est inférieure à 3% : c’est deux fois moins que le nombre de jeunes qui siègent aux différentes tables de concertation des aînés au Québec ! D’un strict point de vue de représentativité, il s’agit là de pourcentages bien inférieurs au poids démographique des jeunes dans la société : 24% de la population est âgée de 18 à 35 ans et 27% de 16 à 35 ans.

#### **Le gouvernement doit amorcer un virage sérieux pour garantir une relève qualifiée au sein de ses instances**

La mise en œuvre d’une nouvelle politique jeunesse doit prévoir une réflexion sérieuse ainsi que des mesures efficaces afin de créer une véritable culture de la relève au Québec. Selon nous, cette culture devrait se manifester par différentes pratiques pour chacune des instances concernées :

- Création d’un siège réservé à un membre jeune;
- Sollicitation systématique d’un nombre significatif de groupes jeunes, dans des délais suffisants, afin d’obtenir des candidatures de jeunes;
- Inclusion d’une proportion de candidatures provenant de la relève dans les recommandations faites par les comités de sélection;
- Engagement formel des instances à favoriser la présence de jeunes sur les instances décisionnelles;
- Établissement d’un plan de relève pour chaque organisation et ministère, voire pour l’État québécois dans son ensemble.

Pour accompagner ces mesures, il est important de se pencher sur l’établissement de conditions propices à l’engagement de jeunes, comme un accès facilité à des formations d’administrateurs de la relève, la mise en place de mesures de conciliation travail-famille-engagement et le partage d’expertise

de la part de mentors.

Au-delà de la politique jeunesse, il est souhaitable que le gouvernement du Québec s'engage pour la relève en faisant de cette question un axe important de ses politiques publiques. De la sorte, nous pourrions assurer collectivement la construction d'une relève de haut niveau et le transfert intergénérationnel de l'expertise qui a permis de construire le Québec d'aujourd'hui en ayant en tête celui de demain.

**Élise-Ariane Cabirol**, présidente de la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec

**Éliane Laberge**, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec

**Éloi Lafontaine-Beumier**, président de Force jeunesse

**Tierry Morel-Laforce**, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec